

LA CHRONIQUE DE GÉOSTRATÉGIE LAURENCE NARDON (*)

Berlin freine le démarrage de Galileo

Les partisans de Galileo restent inquiets après la dernière réunion des ministres des Transports à Bruxelles. Ce programme de navigation par satellite, indispensable pour notre continent, se heurte à un nouveau blocage. Galileo fournira des services de navigation et de mesure du temps. Ces services sont actuellement distribués dans le monde par le système américain GPS. D'ici quelques années, le système russe Glonass sera disponible, suivi de systèmes régionaux chinois et japonais. L'Europe souhaite, elle aussi, avoir un accès indépendant à cette fonction stratégique.

Intérêt stratégique. Galileo est en effet d'une importance stratégique, et d'abord pour les industries européennes : en amont, avec la construction du système lui-même ; en aval, avec les services liés à la navigation. Avec Galileo, les entreprises européennes seront mieux positionnées sur ce marché, aujourd'hui en plein boom.

Le GPS est aujourd'hui utilisé dans les voitures, pour les services bancaires ou pour le trafic aérien. Ces derniers mois, l'Union a incité nos industriels à imaginer de nouveaux usages pour la navigation par satellite et de nombreux autres usages sont en cours de développement.

L'intérêt de Galileo est également stratégique, au sens militaire, puisque les satellites de navigation servent aux troupes déployées sur le terrain ainsi qu'à des applications très sensibles comme le guidage des munitions. Las, les membres de l'Union, confrontés pour la première fois à la mise en œuvre commune d'un programme de si haute technologie, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le financement et la gouvernance du programme. À la demande de l'Al-

lemagne, soucieuse d'économiser les fonds publics, le financement du programme avait été organisé autour d'un PPP (partenariat public-privé). Mais les industriels européens, ne pouvant mettre au point un business plan assez clair, n'ont pas voulu jouer le jeu et s'engager financièrement.

Les gouvernements sont ensuite retombés dans des oppositions à courte vue, chacun soutenant opiniâtrement le plan de charge de ses entreprises. Le processus de négociation a été bloqué pendant de longs mois. Au conseil des transports de juin dernier, la Commission a donc proposé de renoncer au PPP pour se diriger vers un financement entièrement public des investissements. Une somme de 2,4 milliards d'euros doit être trouvée pour assurer la mise en place du système d'ici à 2013. La Commission propose de dégager cette somme sans augmentation du budget de l'Union en déplaçant des financements non utilisés vers la ligne budgétaire de Galileo. Elle propose également de prendre en main le programme afin de le faire démarrer sans plus tarder, mettant un terme aux disputes entre États.

La France est d'accord, mais ne voudrait pas que les financements de la PAC soient attaqués sur plusieurs années. Le Danemark, pour sa part, ne veut pas que de l'argent de la recherche soit détourné. Mais l'opposition la plus forte vient d'Allemagne. En effet, Berlin maintient sa volonté de trouver des financements privés et se méfie d'une gouvernance du programme par l'Union. Cette dernière appliquerait en effet des règles de financement différentes de celles de l'Agence spatiale européenne (ESA), traditionnellement suivies pour les programmes spatiaux européens.

BERLIN MAINTIENT SA VOLONTÉ DE TROUVER DES FINANCEMENTS PRIVÉS ET SE MÉFIE D'UNE GOUVERNANCE DU PROGRAMME PAR L'UNION.

Les programmes de l'ESA obéissent à la « règle du juste retour industriel ». Lorsqu'un État participe à un programme de l'Agence pour un certain montant, ses entreprises obtiennent des contrats pour des montants équivalents. Ce système permet d'intéresser plus d'États, notamment les plus petits, et garantit ainsi des budgets suffisants aux ambitions spatiales européennes. En contrepartie, il oblige depuis des années les entreprises spatiales françaises à transférer des technologies aux États moins avancés, créant des redondances technologiques et nuisant à la compétitivité de l'Europe dans son ensemble. Des débats sur le maintien ou tout au moins l'aménagement du retour industriel sont en cours, sans résultat jusqu'à présent.

Mettre un terme aux querelles. Cette question du financement de

Galileo met au jour ces difficultés. En effet, l'Allemagne craint que ses entreprises spatiales ne pâtissent d'un financement de Galileo sans juste retour et n'a pas voulu accepter le principe d'une gouvernance du programme par l'Union. Le conseil d'octobre a donc repoussé la décision à la fin de l'année. D'ici là, les négociations vont se poursuivre avec Berlin. L'intérêt commun des Européens, industriels comme utilisateurs finaux, est que le programme démarre enfin. Après des années de retard, il faut que le système puisse enfin prouver son utilité et sa rentabilité. Or seule une gestion par la Commission est en mesure de mettre un terme aux querelles stériles entre États. L'Allemagne doit tenir compte de cette nécessité dans ses discussions actuelles avec Bruxelles.

(*) Chercheur, responsable du programme Espace de l'Ifri

